

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE Département du TARN

EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au CA	En exercice	Qui ont pris part à la DELIBERATION
95	95	66

PRESENTS	58
POUVOIRS Suppléants	2
POUVOIRS Titulaires	6
ABSENTS	29

Vote Pour :	63
Vote Contre :	3
Abstention :	0

Date de la Convocation

6 DECEMBRE 2022

Date d’Affichage

6 DECEMBRE 2022

CONSEIL DE COMMUNAUTÉ  
SEANCE DU LUNDI 12 DECEMBRE 2022

L’an deux mille vingt-deux, le lundi douze décembre à dix-huit heures, le Conseil de Communauté de la Communauté d’agglomération Gaillac-Graulhet régulièrement convoqué, s’est réuni au nombre prescrit par la loi dans la salle multiculturelle, 24 Chemin des Martisses - 81600 Técou, sous la présidence de Monsieur Paul SALVADOR, Président

**Présents :** Mesdames et Messieurs, Alain ASSIE, Blaise AZNAR, Jean-François BAULES, Florence BELOU, Mathieu BLESS, Michel BONNET, Paul BOULVRAIS, Françoise BOURDET, Bertrand BOUYSSIE, Jacques BROS, Alain CAUDERAN, Patrick CAUSSE, Martine CLARAZ-ANGOSTO, Monique CORBIERE-FAUVEL, Laurence CRANSAC-VELLARINO, Olivier DAMEZ, Sylvie DA SYLVA, Bernard EGUILUZ, Max ESCAFFRE, Bernard FERRET, Isabelle FOUROUX-CADENE, Serge GARRIGUES, Muriel GEFFRIER, Nicolas GERAUD, Christophe GOURMANEL, Christelle HARDY, Pascal HEBRARD, Christophe HERIN, Dominique HIRISSOU, François JONGBLOET, Michelle LAVIT, Serge LAZARO, Guy LEGROS, Maryline LHERM, Christian LONQUEU, Elisabeth LOYER, Michel MALGOUYRES, Richard MARTINEZ, Marie-Claire MATE, Bernard MIRAMOND, Régine MOULIADÉ, Christian PERO, Francis PRADIER, Pascale PUIBASSET, Ludovic RAU, Montserrat REILLES, Francis RUFFEL, Didier SALANDIN, Paul SALVADOR, Guy SANGIOVANNI, Alain SORIANO, Martine SOUQUET, Jacques TISSERAND, Jean TKACZUK, Pierre TRANIER, Gilles TURLAN, Jacques VIGOUROUX, Claire VILLENEUVE

**Suppléants présents (Titulaires excusés leur ayant donné pouvoir) :** Mesdames et Messieurs, Francis MONSARRAT à Olindo VIVAN, Lucette ROUTABOUL à Martine TERRIER

**Titulaires excusés ayant donné pouvoir à un Titulaire :** Mesdames et Messieurs, Jean-Claude BOURGEADE à Bernard MIRAMOND, Claire FITA à Blaise AZNAR, Alain GLADE à Martine CLARAZ-ANGOSTO, Marie GRANDEL à Michel MALGOUYRES, Eric PILUDU à Christian PERO, François VERGNES à Paul BOULVRAIS

**Absents excusés :** Mesdames et Messieurs, René ANDRIEU, Julien BACOU, Thierno BAH, Philippe BARTHES, Jean-Louis BOULOC, Dominique BOYER, Caroline BREUILLARD, Arielle BRUN, Richard BRUNEAU, Gabriel CARRAMUSA, Sébastien CHARRUYER, Robert CINQ, Jean-Marc DUBOE, Christian DULIEU, Malika ENNAJJARY, Maryse GRIMARD, Philippe ISSARD, Louisa KAOUANE, Patrick LAGASSE, Jean-Paul LALANDE, Agnès MERONI, Jean-Marc MOLLE, Marie MONTELS, Patrick MONTELS, Max MOULIS, Fernand ORTEGA, Christel PALIS, Christian SERIN, Claude SOULIES

**Secrétaire de séance :** Monsieur Paul BOULVRAIS

N°276\_2022

ACTES : 7.2.4

**OBJET DE LA DELIBERATION : POINT 25- Adoption des tarifs 2023 de la Redevance d’Enlèvement des Ordures Ménagères (R.E.O.M.) - Secteur Vère-Grésigne**

**Exposé des motifs**

Conformément à l'article L2333-76 du Code Général des collectivités territoriales, le Président d'un établissement public de coopération intercommunale présente à son assemblée les tarifs de redevance d'enlèvement des ordures ménagères (R.E.O.M.) proposés pour l'année suivante.

Le secteur Vère-Grésigne sera constitué de 14 communes en 2023 : Alos, Andillac, Cahuzac-sur-Vère, Campagnac, Castelnau de Montmiral, Itzac, Larroque, Le Verdier, Montels, Puycelsi, Saint-Beauzile, Sainte Cécile du Cayrou, Tonnac, et Vieux.

Les tarifs de la REOM sont directement impactés par l'évolution à la fois des coûts de collecte et de ceux liés au traitement des déchets. Les coûts de traitement sont établis chaque année par le syndicat départemental Trifyl.

En conséquence, les tarifs REOM secteur Vère-Grésigne 2023 proposés sont :

Résidence principale – 1 personne	102,00 €
Résidence principale – 2 personnes	202,00 €
Résidence principale – 3 personnes	306,00 €
Résidence principale – 4 personnes et plus	406,00 €
Résidence secondaire	228,00 €
Gîtes	228,00 €
Chambres d'hôtes (€ / chambre)	19 € / chambre
Tables d'hôtes	237,00 €
Campings (€ / emplacement)	19 € / emplacement
Restaurants et assimilés	472,00 €
Commerces, associations, services, artisans et producteurs de déchets assimilés (sauf si élimination des déchets dans un circuit approprié)	139,00 €
Auto-entreprises	104,00 €
Salle des fêtes, cimetière, ....	43 € / conteneur OM 27 € / conteneur TRI

La facturation sera établie en fonction de la situation dans chaque foyer au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de facturation, conformément au règlement de la REOM. En cas de réclamation, la situation du requérant sera examinée au 1<sup>er</sup> jour de l'année de facturation.

### Le Conseil de communauté,

Où cet exposé,

Vu l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2016 approuvant les statuts de la Communauté d'agglomération et notamment leur article 6,1,6 « compétences en matière de collecte et de traitement des déchets ménagers et assimilés »,

Considérant l'avis de la commission cadre de vie du 1<sup>er</sup> décembre 2022,

**Après en avoir délibéré, à la majorité des suffrages exprimés, (3 votes contre) :**

- **approuve** les tarifs REOM secteur Vère-Grésigne tels que présentés pour l'année 2023,  
- **procède** à l'établissement de la facturation en fonction de la situation au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de facturation,

Acte rendu exécutoire  
- après transmission en Préfecture

Le 22 DEC. 2022

- publication, mise en ligne/affichage

Le 22 DEC. 2022

Notification  
Le

Le Président,  
Paul SALVADOR

Pour extrait conforme,  
Fait les jours, mois, an, susdits,

Le Président,  
Paul SALVADOR



La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux devant son auteur dans les deux mois à compter de sa notification ou sa publication. La présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de sa notification ou sa publication devant le tribunal administratif de Toulouse. Précision faite que la requête présentée devant le tribunal administratif fait obligation d'acquiescer la contribution pour l'aide juridique prévue à l'article 1635bis Q du code général des impôts ou, à défaut, de justifier du dépôt d'une demande d'aide juridictionnelle. Le Tribunal administratif peut être saisi par courrier et par l'application informatique Télérecours citoyens, accessible à l'ensemble des justiciables à titre individuel lorsqu'ils ne sont pas représentés par un avocat, par le lien : <http://www.telerecours.fr> ».